

Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Pascal KRZYZANSKI, Audrey LLEDO, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEUS

Compensation carbone de l'ensemble des déplacements nationaux et internationaux des élus et de leurs accompagnants depuis 2014

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de réunions de travail, de rencontres internationales ou de missions économiques, culturelles, sportives et de coopération avec nos villes jumelles, les élus de la ville sont amenés à se déplacer à l'échelon national et international afin d'y représenter Montpellier.

Suite à la déclaration d'urgence climatique le 18 juillet dernier et dans la continuité du Manifeste de Montpellier pour une ville écologique et humaniste et de l'ensemble des actions écologiques conduites depuis 2014, il est proposé au Conseil de compenser les émissions carbone liées aux déplacements des élus et de leur accompagnant depuis le début du présent mandat.

Cela représente 116 800 km cumulés pour les déplacements internationaux et 53 495 km cumulés pour les déplacements nationaux soit un total de 170 295 km cumulés parcourus depuis 2014. 38 tonnes de CO2 ont ainsi été émises lors de ces trajets, ce qui constitue la séquestration carbone liée à la plantation de 254 arbres (source : calculateur carbone de Reforest'ation).

La compensation carbone est une action supplémentaire qui s'ajoute à l'ensemble des efforts déjà déployés par la ville pour participer activement à la lutte contre le changement climatique. Par ailleurs, la plantation d'arbre rend de nombreux services écosystémiques parmi lesquels la séquestration carbone, la diminution des températures, la protection faunistique et floristique ou encore le maintien d'emplois locaux liés à la gestion des forêts.

La Ville de Montpellier pourrait ainsi participer à la reforestation de zones vulnérables de la planète et compléter la compensation carbone des déplacements des élus en plantant un total de 500 arbres, répartis dans différentes régions du monde.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de donner son accord pour que la Ville de Montpellier compense les émissions carbone liées aux déplacements nationaux et internationaux des élus et de leurs accompagnants tout en participant au développement des canopées de notre planète ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 26 décembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 26 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20191219-114479-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/12/19
Réception en Préfecture : 27/12/19

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.